

OTC

Moscou prêt à aider l'Arménie et l'Azerbaïdjan à négocier la paix

Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a affirmé jeudi 9 juin que Moscou était prêt à aider l'Arménie et l'Azerbaïdjan à négocier un traité de paix pour tourner la page d'une guerre pour le contrôle du Nagorny Karabakh en 2020.

«Nous sommes prêts à aider à la signature d'un accord de paix entre Erevan et Bakou», a déclaré Sergueï Lavrov lors d'une conférence de presse dans la capitale arménienne, où il s'est entretenu avec son homologue Ararat Mirzoïan. «Le processus est en cours et nous sommes déjà prêts à y participer comme médiateurs, comme conseillers», a-t-il ajouté. Cette proposition intervient alors que l'Union européenne a pris la tête des efforts visant à normaliser les relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Pour Moscou, l'initiative diplomatique de Bruxelles représente une intrusion dans son pré carré du Caucase, qui menace de faire de l'ombre à ses propres efforts pour ramener la paix entre ces deux anciennes républiques soviétiques. Ces derniers mois, le premier ministre arménien Nikol Pachinian et le président azerbaïdjanais Ilham Aliev se sont réunis à deux reprises à Bruxelles pour discuter d'un accord de paix, sous la médiation du président du Conseil européen, Charles Michel. Une autre rencontre est prévue en juillet, selon Charles Michel.

Des affrontements à l'automne 2020

Après une première guerre dans les années 1990, l'Arménie et l'Azerbaïdjan se sont affrontés à l'automne 2020 pour le contrôle du Nagorny Karabakh, une région montagneuse qui, soutenue par Erevan, avait fait sécession de l'Azerbaïdjan. Dans le cadre d'un accord de cessez-le-feu négocié par Moscou, l'Arménie a cédé des pans entiers de territoires qu'elle contrôlait.

Cet accord est considéré en Arménie comme une humiliation nationale et plusieurs partis d'opposition organisent depuis mi-avril des manifestations contre M. Pachinian, qu'ils accusent de vouloir céder davantage de territoires à Bakou. «*Le Karabakh, c'est l'Arménie !*», «*Il n'y aura pas d'autre capitulation !*», pouvait-on lire sur des pancartes brandies par des manifestants réunis jeudi devant le ministère des Affaires étrangères où M. Lavrov a rencontré son homologue arménien.

2.Libération

10 juin 2022

Par Marie Thimonnier

[Anne Hidalgo a-t-elle rencontré des représentants de SOS Chrétiens d'Orient, association visée par une enquête pour «complicité de crimes de guerre» ? - Libération \(liberation.fr\)](#)

**ANNE HIDALGO A-T-ELLE
RENCONTRE DES
REPRÉSENTANTS DE SOS
CHRÉTIENS D'ORIENT,**

ASSOCIATION VISÉE PAR UNE ENQUÊTE POUR « COMPLICITÉ DE CRIMES DE GUERRE » ?

En déplacement en Arménie fin mai, la maire de Paris s'est rendue dans un centre cardiovasculaire franco-arménien à Goris, où SOSCO a financé l'achat d'un scanner. La ville assure qu'elle l'ignorait.

L'historienne et autrice spécialiste du complotisme et de la propagande en Syrie, Marie Peltier a interpellé Anne Hidalgo sur Twitter, mardi 7 juin, à propos d'une rencontre avec des représentants de l'association SOS Chrétiens d'Orient. Son message relayé sur les réseaux sociaux, demande à la maire de Paris de clarifier sa position vis-à-vis de l'association visée par une enquête préliminaire du parquet national antiterroriste, selon des informations révélées en février par Mediapart. SOS Chrétiens d'Orient est mise en cause pour «complicité de crimes de guerre» en raison de ses liens avec des milices syriennes. Cette décision fait suite aux révélations du média en ligne en septembre 2020, selon lesquelles l'ONG avait des liens avec des milices pro-Bachar al-Assad, accusées de crimes de guerre en Syrie. L'enquête a été confiée à l'Office central de lutte contre les crimes contre l'humanité et les crimes de haine (OCLCH).

SOS Chrétiens d'Orient défendus par des milices pro-Assad

Sur les photos qui appuient la demande de Marie Peltier, on aperçoit Benjamin Blanchard, cofondateur de l'association, en costume et cravate bleus, aux côtés d'hommes armés syriens et russes. Contactée par CheckNews, l'historienne explique qu'il s'agit d'images postées sur Facebook le 6 mai par l'organisation chrétienne de la ville d'Al-Suqaylabiyya, dans le district de Hama, dans l'ouest de la Syrie, dont on reconnaît le logo visible sur les photos. Elles ont été prises à l'occasion d'une cérémonie religieuse organisée pour l'inauguration de l'église de Saints Pierre et Paul de Squelbieh où étaient présents SOS Chrétiens d'Orient, comme indiqué sur leur site, mais également des milices chrétiennes pro-Assad en Syrie, comme l'avait expliqué le journaliste Stéphane Kenech dans un thread sur Twitter.

«J'essaie d'interpeller les acteurs de la société civile et politique sur cette

association qui fait la propagande pro-Damas» , détaille Marie Peltier à propos de sa démarche. L'écrivaine a depuis le 28 mai, date à laquelle elle a commencé à interpeller Anne Hidalgo, fait l'objet de nombreuses menaces sur les réseaux sociaux «de la part de l'extrême droite chrétienne francophone et pro-Assad» , complète-t-elle.

CheckNews a retrouvé les traces de la rencontre entre Anne Hidalgo et SOS Chrétiens d'Orient sur les réseaux sociaux de l'association, le 28 mai dernier. «Benjamin Blanchard, directeur général, présente à Anne Hidalgo, maire de Paris, les projets médicaux de SOS Chrétiens d'Orient dans la région de Goris» , lit-on dans un tweet. Sur les photos qui accompagnent la publication, on remarque la présence de deux représentants de l'ONG, Benjamin Blanchard et Corentin Clerc, chef de mission en Arménie, qui posent aux côtés de la maire de Paris.

CheckNews a retrouvé ces mêmes images sur le compte Facebook , du centre cardiovasculaire franco-arménien de Goris. L'établissement médical salue la «visite officielle» d'Anne Hidalgo, le 28 mai. «Le directeur exécutif du centre Artak Assoyan a salué la maire, le Gouverneur de Syunik, tous les invités des organisations Santé Arménie, SOS Chrétiens d'Orient, et les a remerciés pour la visite», est-il écrit dans la publication qui accompagne les photos, attestant de la présence de l'ONG lors de la rencontre.

«Nous ignorions leur venue»

La visite du centre a été effectuée dans le cadre d'un déplacement de deux jours d'Anne Hidalgo en Arménie, précise la mairie de Paris auprès de CheckNews . La raison?: la signature d'un projet avec l'association Santé Arménie France (ASAF) et l'Union générale arménienne de bienfaisance (UGAB) visant à implanter une équipe médico-psychologique dans le Haut-Karabakh, financé par la municipalité. L'ASAF, qui est un des principaux financeurs du centre cardiovasculaire de Goris, avec le fonds arménien de France, avait alors proposé une visite de l'établissement. La mairie assure qu'elle s'était «renseignée sur les invités présents» en amont, liste dans laquelle n'était pas mentionné SOS Chrétiens d'Orient. «Nous ignorions leur venue. Ce n'est qu'en arrivant au centre que nous avons découvert la présence de ses représentants», insiste la ville de Paris, qui atteste qu'elle «n'aurait jamais laissé passer ça», si elle avait été au courant.

L'association a été conviée à la réception pour son aide au financement d'un scanner dans le centre. Dans son bilan de septembre 2020-2021 , de sa mission en Arménie, l'ONG précise : «SOS Chrétiens d'Orient comble un désert médical en finançant un instrument à la pointe de la technologie dans le sud de l'Arménie. En partenariat avec le Centre cardiovasculaire franco-arménien (CCFA), SOS Chrétiens d'Orient répond à la demande toujours plus pressante de l'installation d'un scanner dans la ville de Goris (sud de l'Arménie) .»

La mairie de Paris «regrette» que l'ONG ait «profité de l'occasion pour communiquer dessus» . Elle précise également auprès de CheckNews que le projet pour lequel Anne Hidalgo se rendait initialement en Arménie, n'a «aucun lien de près ou de loin avec SOS Chrétiens d'Orient» .

3.Le Courrier d'Erevan

10 juin 2022

Lavrov à Erevan : la paix dans le Sud-Caucase, avec Moscou

Entre rencontres officielles et réunions de travail, la première journée de la visite de Sergeï Lavrov en Arménie le 8 juin a été riche en déclarations, messages et petites phrases. Aucune surprise en fait mais la réaffirmation de l'engagement de Moscou à faire avancer le processus de paix esquissé depuis quelques mois entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, de sa volonté et de son soutien à resserrer les liens d'amitié et de coopération avec Erevan, mais aussi le rappel à cette dernière que rien dans la région, ne pourrait et ne devrait être fait sans elle.

Par Olivier Merlet

« Nous avons confirmé notre volonté de promouvoir la signature d'un traité de paix entre Erevan et Bakou » déclarait le ministre russe des Affaires étrangères au sortir d'une réunion de travail avec son homologue arménien Ararat Mirzoyan, propos qu'il réitérait un peu plus tard devant le Premier ministre Nikol Pashinyan

: « *nous sommes prêts à faire tout ce que la Russie peut faire pour faciliter les efforts visant à parvenir à un accord mutuel [...] et déterminés à mettre pleinement en œuvre tous les accords* ».

Au cours de cette journée, tous les points sensibles concernant la normalisation des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont été passés en revue et fait l'objet de déclarations plus ou moins approfondies. Mais au-delà des bonnes intentions et des félicitations respectives sur les « *progrès en cours* », il semble surtout que Moscou, à mots couverts et sous une subtile rhétorique, ait appelé Erevan à ne rien entreprendre en dehors de son giron.

À deux reprises dans la journée, Sergei Lavrov a invoqué les liens forts, historiques et dans tous les domaines qui unissent l'Arménie à la Russie, lors de sa conférence de presse conjointe avec Ararat Mirzoyan tout d'abord, puis au cours de l'entretien qu'il a eu avec le président de la république Vahagn Khatchatouryan. Énumérant soigneusement, à l'un et à l'autre, toutes les facettes de la coopération mutuelle entre les deux pays, économique, financière, militaire et stratégique, scientifique ou culturelle, Sergei Lavrov a noté que « *les relations alliées sont principalement liées à la coopération interétatique, et que les liens humains [entre la Russie et l'Arménie], inextricables et séculaires, sont le meilleur fondement entre les États* ». Toutefois, a-t-il précisé « *nombreux sont ceux qui veulent mettre ce fondement à l'épreuve. Mais nous sommes convaincus que ces tentatives sont vouées à l'échec et que les sentiments chaleureux, sincères et véritablement amicaux entre Arméniens et Russes ne peuvent faire l'objet d'aucune provocation* »

Le récent retour de l'Union européenne dans la médiation du processus de paix entre Arménie et Azerbaïdjan, ouvertement appuyée par Washington, est vu d'un très mauvais œil par Moscou. Pas moins de trois réunions entre les deux pays se sont tenues à Bruxelles et sous son égide ces derniers mois. Un nouveau rendez-vous est encore prévu pour juillet avec le président du Conseil européen, Charles Michel. Cette initiative européenne, réclamée par les parties en conflit aux dires de certains officiels cités par la presse, est ressentie par la diplomatie russe comme une ingérence dans son cercle d'influence traditionnel. Craignant de devoir gérer l'ouverture d'un nouveau front diplomatique à ses frontières après celui qui l'oppose à l'Occident en Ukraine, la Russie souhaite continuer à mener seule ses tentatives de rapprochement entre les deux anciennes républiques soviétiques.

Tandis que le Premier ministre arménien évoquait la prochaine rencontre de Bruxelles; *"les dirigeants de nos pays ont réaffirmé l'importance d'utiliser le potentiel et l'expérience des coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE conformément à son mandat international "* rappelait hier Ararat Mirzoyan .

Les réflexions de Sergei Lavrov pourraient sonner comme une réponse feutrée en guise d'avertissement...

4.Le Courrier d'Erevan

14 juin 2022

[Tournée caucasienne de la secrétaire adjointe américaine Karen Donfried \(courrier.am\)](#)

Tournée caucasienne de la secrétaire adjointe américaine Karen Donfried

À l'occasion du 30e anniversaire des relations diplomatiques avec les trois pays du Sud-Caucase, Karen Donfried, secrétaire adjoint du Bureau des affaires européennes et eurasiennes, se rendra en Azerbaïdjan, en Géorgie et en Arménie du 14 au 19 juin.

« Mettre l'accent sur l'engagement des États-Unis en faveur de la paix, de la démocratie et de la prospérité dans la région du Caucase du Sud » et l'aider à construire une paix durable, indique le communiqué de presse de l'ambassade américaine à Erevan. Il souligne également *« le droit de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie et de l'Arménie à tracer leur propre voie et le soutien des États-Unis à leur souveraineté et leur indépendance »*.

C'est par Bakou, que Karen Donfried entamera sa tournée des capitales caucasiennes. Les 15 et 16 juin, elle devrait s'entretenir avec le président Ilham Aliyev et d'autres officiels azerbaïdjanais. *« Elle remerciera l'Azerbaïdjan de son*

soutien humanitaire à l'Ukraine et soulignera le partenariat dans la promotion de la sécurité énergétique européenne, la lutte contre les menaces transnationales, le soutien aux libertés fondamentales et la promotion du commerce et les investissements bilatéraux ».

En Géorgie le 17 juin, la secrétaire adjointe prononcera un discours à l'occasion la Conférence internationale des femmes de Tbilissi organisée par la présidente Salomé Zourabichvili et rencontrera également le Premier ministre Irakli Garibashvili. La guerre en Ukraine et « *le soutien à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Géorgie à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues* », seront à l'ordre du jour.

Karen Donfried est attendue à Erevan le 18. Au cours de ses rencontres avec le Premier ministre Nikol Pashinyan et d'autres responsables gouvernementaux, elle exprimera le soutien américain aux efforts diplomatiques entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan en vue d'une paix durable. « *Elle soulignera notre partenariat solide, fondé sur des valeurs partagées, et notre engagement mutuel en faveur du développement démocratique de l'Arménie* »

Le communiqué ne précise en rien si les questions de sécurité aux frontières, de souveraineté et d'intégrité territoriale feront partie, à Erevan ainsi qu'à Tbilissi, des préoccupations évoquées.

5.Le Courrier d'Erevan

14 juin 2022

[L'Arménie et la France discutent de coopération militaire \(courrier.am\)](https://www.courrier.am/fr/actualites/l-armenie-et-la-france-discutent-de-cooperation-militaire)

L'Arménie et la France discutent de coopération militaire

La délégation conduite par la vice-ministre de la Défense Karen Brutyan est à Paris pour participer à l'exposition internationale d'armement "Eurosatory 2022".

Le ministère de la Défense rapporte la rencontre le 13 juin de Karen Brutyan et du ministre des Armées de la République française, Sébastien Lecornu. Au cours de cette réunion, un certain nombre de questions liées à la coopération entre l'Arménie et la France dans le domaine de la défense ont été discutées.

6.Nouvelles d'Arménie Magazine

14 juin 2022

[Le président de l'AN de l'Artsakh en visite en France - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://armenews.com)

Le président de l'AN de l'Artsakh en visite en France

Le président de l'Assemblée nationale de l'Artsakh, Artur Tovmasyan, a rencontré le représentant permanent de l'Artsakh en France, Hovhannes Gevorgyan, et son équipe à Paris le 13 juin, a déclaré le service de presse du Parlement de l'Artsakh. La rencontre a porté sur l'assistance fournie par les hommes politiques français et les collectivités locales pendant la guerre d'Artsakh de 2020, et la nécessité de la rendre constante.

Le Président du Parlement a souligné l'importance de l'adoption de résolutions par le Sénat et l'Assemblée nationale français immédiatement après la guerre sur la reconnaissance de la République d'Artsakh.

Artur Tovmasyan a également apprécié le travail de la Représentation permanente de l'Artsakh en France.

Au cours de sa visite, le Président devrait également rencontrer les milieux politiques français et les représentants de la communauté arménienne.

7.Nouvelles d'Arménie Magazine

14 juin 2022

[Nikol Pashinyan, chez l'émir de l'État du Qatar, Cheikh Tamim bin Hamad Al \(...\)](#)

Nikol Pashinyan, chez l'émir de l'État du Qatar, Cheikh Tamim bin Hamad Al Thani

En accueillant le Premier ministre Pashinyan, l'Emir du Qatar a salué les relations de bon voisinage et de confiance mutuelle entre l'Arménie et le Qatar, soulignant que le Qatar est intéressé par le développement et le renforcement de la coopération bilatérale dans divers domaines.

Nikol Pashinyan a remercié pour l'accueil chaleureux et s'est dit confiant que cette visite donnera un nouvel élan à la coopération entre l'Arménie et le Qatar, notamment dans les domaines économique et humanitaire.

Le Premier ministre arménien et l'émir du Qatar ont souligné le grand potentiel de la coopération entre les deux pays amis, la volonté mutuelle d'élargir et de renforcer les relations.

Les parties ont attaché de l'importance au développement des relations, notamment dans les domaines de l'économie, des technologies de l'information, des sciences, des communications aériennes, du tourisme et de la culture.

Nikol Pashinyan a fait référence à l'environnement des affaires dans notre pays, notant que dans le cadre de ses outils, le gouvernement arménien est prêt à soutenir la mise en œuvre d'éventuels programmes d'investissement par des entreprises qataries.

Les interlocuteurs se sont dits confiants que la visite officielle du Premier ministre de la République d'Arménie et les réunions prévues par l'agenda contribueront à l'expansion et à l'approfondissement des liens dans les domaines des investissements et du commerce.

Le Premier ministre arménien a invité l'Emir du Qatar à effectuer une visite officielle en Arménie, ce qui a été accepté avec plaisir.

Le Qatar Investment Authority souhaite établir une coopération efficace avec l'Arménie

Le Premier ministre arménien a reçu Mansoor Al-Mahmoud, PDG de la Qatar Investment Authority, dans sa résidence.

Les questions relatives à la coopération entre le gouvernement de la République

d'Arménie et l'Autorité d'investissement ont été abordées au cours de la réunion. Les parties ont notamment évoqué les possibilités de mise en œuvre de programmes conjoints dans les domaines de la gestion des ressources en eau, de l'agriculture, de l'énergie et des hautes technologies. Le Premier ministre Pashinyan a parlé des priorités du gouvernement arménien dans ces directions et des projets prometteurs, pour la réalisation desquels il est possible d'établir une coopération étroite.

Mansoor Al-Mahmoud a remercié pour la réception et a noté que l'agence qu'il dirige est prête à établir une coopération efficace avec la partie arménienne.

Le Premier ministre arménien et l'émir du Qatar discutent d'un certain nombre de questions liées au développement de la coopération entre les deux pays.

8.Nouvelles d'Arménie Magazine

14 juin 2022

[Nikol Pachinian a évoqué les effets de la guerre en Ukraine sur l'économie \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Nikol Pachinian a évoqué les effets de la guerre en Ukraine sur l'économie arménienne

L'Arménie, comme tous les autres pays du monde, est très préoccupée par la situation autour de l'Ukraine a indiqué le Premier ministre arménien Nikol Pachinian dans une interview avec la chaîne de télévision « *Al Jazeera* » au Qatar. Le Premier ministre arménien se trouvait hier au Qatar pour une visite officielle de deux jours.

« Que voyons-nous maintenant ? Nous voyons l'effondrement de l'ordre mondial, personne ne sait à quoi ressemblera le prochain ordre mondial. Bien sûr, nous soutenons la solution de tous les problèmes par le dialogue et des moyens pacifiques » a déclaré le Premier ministre arménien.

Répondant à la question de l'effet que la guerre en Ukraine sur l'économie arménienne, Nikol Pachinian a affirmé « *Bien sûr, d'un point de vue économique, la situation n'est pas agréable pour nous. Mais pour être honnête, nous avons enregistré une croissance économique de 8,6 % au premier trimestre, nous espérons pouvoir maintenir cette dynamique. Après les événements en Ukraine, de nombreuses personnes, y compris des entreprises, ont quitté la Russie pour l'Arménie, car nous avons une zone économique commune. L'Arménie et la Russie sont membres de l'Union économique eurasienne.* »

Nikol Pachinian a déclaré que non seulement la situation économique en Russie affecte directement l'économie arménienne, mais aussi la tension économique mondiale liée à l'approvisionnement alimentaire, à l'inflation et à de nombreux autres facteurs. « *Mais pour le moment, les indicateurs économiques de l'Arménie sont assez positifs* » a-t-il déclaré. Le Premier ministre arménien a affirmé que l'Arménie essaie d'être un partenaire direct, honnête et fiable pour la Russie, ainsi qu'auprès de ses partenaires européens et occidentaux et de ses voisins. « Il est de notre devoir de gérer cette situation et d'entretenir de bonnes relations avec nos partenaires et de ne trahir aucun d'entre eux » a-t-il déclaré. Source Armenpress.

Krikor Amirzayan

9.Nouvelles d'Arménie Magazine

13 juin 2022

[L'ambassadeur d'Azerbaïdjan au Brésil a envoyé une note de protestation à \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

L'ambassadeur d'Azerbaïdjan au Brésil a envoyé une note de

protestation à l'occasion de la visite de la conseillère du président de l'Artsakh

La récente visite de travail d'Azatouhi Simonyan, conseillère de la diaspora auprès du président de la République de l'Artsakh, en Amérique du Sud préoccupe beaucoup l'ambassade d'Azerbaïdjan au Brésil.

L'ambassadeur d'Azerbaïdjan au Brésil a envoyé une note de protestation à l'occasion de cette visite au Brésil de conseillère du président de l'Artsakh.

Comme le rapporte Artsakhpress, l'ambassade d'Azerbaïdjan a publié une note de protestation notamment à l'occasion de sa visite au Brésil, où elle a jugé « inacceptable » que la conseillère participe aux événements et de faire hisser le drapeau de la République de l'Artsakh.

Dans son communiqué, l'ambassade azérie profite pour faire circuler de fausses thèses à but de propagande pro-azérie, thèses qui ont été avancées par les responsables de Bakou depuis plusieurs années déjà, en tentant de déformer les véritables revendications des Arméniens de l'Artsakh auprès de la communauté internationale. Source Artsakhpress.

Krikor Amirzayan

10.Nouvelles d'Arménie Magazine

10 juin 2022

[Selon Moscou aucun cas de violation dans la zone de responsabilité des \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Selon Moscou aucun cas de

violation dans la zone de responsabilité des soldats de paix russes

Le contingent russe de maintien de la paix continue d'accomplir ses tâches au Haut-Karabagh.

Selon le ministère russe de la Défense, les soldats de la paix de la Fédération de Russie surveillent la situation dans 27 postes d'observation 24 heures sur 24 et contrôlent le régime de cessez-le-feu. Source Armenpress.

11.Nouvelles d'Arménie Magazine

10 juin 2022

[L'opposition arménienne exprime ses attentes vis-à-vis de la Russie - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://www.armenews.com/fr/actualites/11-nouvelles-d-armenie-magazine)

L'opposition arménienne exprime ses attentes vis-à-vis de la Russie

Des manifestants antigouvernementaux en Arménie se sont rassemblés jeudi matin devant un bâtiment gouvernemental dans le centre d'Erevan qui abrite le ministère des Affaires étrangères avant la rencontre prévue du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov avec son homologue arménien Ararat Mirzoyan.

Selon un chef de l'opposition, Iskhan Saghatelyan, ils veulent transmettre à Lavrov leur message selon lequel le gouvernement arménien en place est illégal et ne représente pas les intérêts du peuple.

Le bâtiment a été bouclé par un grand nombre de policiers, mais la situation était calme. S'adressant à la foule, Ishkhan Saghatelyan a déclaré que les manifestants n'allaient pas bloquer le bâtiment du ministère des Affaires étrangères

aujourd'hui.

"Notre objectif est d'apporter notre message clair à nos partenaires russes : tout accord conclu ou à conclure par ceux qui sont actuellement au pouvoir en Arménie n'aura aucune force juridique, car ils ne représentent pas les intérêts du peuple, ont rien à voir avec la volonté et la position du peuple, et n'ont aucun mandat pour conduire le pays à de nouvelles concessions », a déclaré Saghatelyan.

Un autre député de l'opposition, Hayk Mamijanyan, a noté à son tour que l'Artsakh (Haut-Karabakh) a autant droit à l'autodétermination que les autres nations.

« Nous espérons que la Russie continuera d'adhérer aux cinq déclarations faites par les coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE, qui sont fondées sur le principe de l'autodétermination des nations, l'exclusion de la force et de la menace de la force et le principe de l'intégrité territoriale. Nous attendons La Russie doit faire ce qui a été convenu en temps voulu », a déclaré Mamijanyan.

Il a rappelé que depuis deux mois déjà les citoyens participant aux rassemblements de l'opposition disent au Premier ministre arménien Nikol Pashinyan et au monde entier que « l'Artsakh ne fera jamais partie de l'Azerbaïdjan ».

Des manifestants antigouvernementaux dirigés par deux alliances d'opposition - Hayastan et Pativ Unem - accusent Pashinyan de se préparer à livrer le Haut-Karabakh à l'Azerbaïdjan. Pashinyan et ses alliés nient ces accusations.

S'exprimant lors d'une récente session de questions-réponses du gouvernement au parlement, Pashinyan a déclaré : « Si nous devons rendre l'Artsakh, nous n'aurions rien fait après la guerre. Au contraire, nous investissons dans l'Artsakh des montants sans précédent (l'équivalent de 300 millions de dollars destinés à 2022) parce que préserver l'Artsakh signifie que le peuple d'Artsakh y restera. Préserver l'Arménie signifie s'assurer que les Arméniens vivent dans leur pays et ramènent ceux qui l'ont quitté. Et cela est impossible sans la paix (avec l'Azerbaïdjan) ».

12.Nouvelles d'Arménie Magazine

14 juin 2022

[Israël appelle ses ressortissants à quitter la Turquie par crainte \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Israël appelle ses ressortissants à quitter la Turquie par crainte d'attaques de l'Iran

Le ministre israélien des Affaires étrangères Yaïr Lapid a appelé lundi les ressortissants israéliens qui se trouvent en Turquie à quitter « dès que possible » ce pays par crainte d'attaques iraniennes.

« A la suite d'une série de tentatives d'attentats terroristes iraniens ces dernières semaines contre des Israéliens en vacances à Istanbul, nous appelons les Israéliens à ne pas prendre l'avion pour Istanbul et (...) si vous êtes déjà à Istanbul, retournez en Israël dès que possible », a déclaré M. Lapid dans un communiqué.

Plus tard lundi, le Conseil national de la sécurité, une entité chargée entre autres de la coordination de la lutte antiterroriste, a élevé au niveau 4, le plus haut sur l'échelle israélienne, la menace actuellement pour les ressortissants israéliens à Istanbul et à 3 dans le reste de la Turquie.

Au cours des dernières semaines, la presse israélienne a fait état de tentatives d'attaques contre des Israéliens en Turquie, citant des sources ayant requis l'anonymat.

Ces attentats auraient été déjoués grâce à une collaboration entre services de sécurité israéliens et turcs, les deux pays ayant resserré leurs relations ces derniers mois.

Evoquant un « danger réel et immédiat d'assassinat et de kidnapping », M. Lapid a indiqué que « la vie de plusieurs Israéliens a été sauvée ». « Si vous planifiez des vacances à Istanbul : annulez tout ! Aucune vacance ne vaut vos vies », a ajouté le ministre alors que les autorités ont précisé que les Israéliens pouvaient

néanmoins faire un transit via la mégalopole turque.

« Je voudrais remercier le gouvernement turc pour les efforts qu'il déploie pour protéger la vie des citoyens israéliens », a-t-il dit. Et d'ajouter en s'adressant à l'Iran : « Quiconque cause du tort aux Israéliens en paiera le prix, nous les traquerons peu importe où ils se trouvent ».

- « Guerre de l'ombre » -

Israël, qui considère l'Iran comme son ennemi numéro un, s'oppose à une relance de l'accord international de 2015 sur le nucléaire iranien — censé empêcher la République islamique de se doter de la bombe atomique en échange de la levée de sanctions asphyxiant son économie— dont les Etats-Unis s'étaient désengagés en 2018.

Considéré par les experts comme la seule puissance nucléaire du Moyen-Orient, Israël craint entre autres que cet accord permette de regarnir les coffres de l'Iran qui pourrait ainsi accroître, selon des responsables israéliens, son aide à des alliés régionaux comme le Hezbollah libanais ou le Hamas palestinien, des ennemis de l'Etat hébreu.

L'Iran et Israël se livrent aussi une « guerre de l'ombre » à coups de cyberattaques, d'attaques en mer et d'accusations d'assassinats.

Le 22 mai, Sayyad Khodaï, un ténor de la Force Qods, l'unité chargée des opérations extérieures au sein des Gardiens de la révolution iranienne, avait été tué par balle près de Téhéran. Les autorités iraniennes avaient accusé Israël d'être à l'origine de ce meurtre et juré de se venger.

Israël a aussi multiplié ces dernières années les frappes contre des positions présumées de l'Iran en Syrie voisine, l'armée israélienne accusant notamment Téhéran de transférer du matériel militaire via le sol syrien, à son allié libanais du Hezbollah afin de lui permettre de gonfler son arsenal de missiles de précisions.

Vendredi dernier, l'aviation israélienne a bombardé l'aéroport de Damas endommageant ainsi une piste qui est depuis à l'arrêt.

Dans la foulée de cette frappe, la presse israélienne a accusé l'Iran et le Hezbollah d'avoir récemment commencé à faire circuler du matériel militaire sur des vols commerciaux entre Téhéran et Damas afin d'échapper aux frappes israéliennes en Syrie.

Jérusalem, AFP

13.Nouvelles d'Arménie Magazine

12 juin 2022

[Oubliez la France, l'Arménie est le centre de la viticulture - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Oubliez la France, l'Arménie est le centre de la viticulture

« Oubliez la France : l'Arménie est la plaque tournante de la viticulture ! » Le principal réseau médiatique international « Euronews » a titré sa réflexion, déclarant le plateau arménien l'ancienne patrie de la viticulture.

« Euronews » parle des traditions de la viticulture arménienne vieilles de 8000 ans et de la culture viticole vieille de 6000 ans, ajoutant qu'il ne faut pas manquer l'une des plus anciennes régions viticoles, l'Arménie, en pensant au vin. Les médias soulignent le fait que les expositions uniques conservées au Musée d'histoire du vin récemment ouvert en Arménie ouvrent la voie aux visiteurs sur les solutions passées et modernes de la vinification arménienne, montrant le lien profond de la région, de la religion, de la culture et de la médecine avec l'Arménie. vin.

« Le musée est situé à seulement 30 km d'Erevan, à Armenia Wine Winery, il est situé dans des roches de basalte de 8 mètres de profondeur. Lorsque vous traversez un tunnel souterrain, vous avez l'impression d'entrer dans une immense cave à vin. » - dit « Euronews » ajoutant ; « Les échantillons historiques-archéologiques-ethnographiques du musée montrent comment le vin a accompagné les Arméniens du berceau aux rites funéraires. » Profitant de la tendance du musée à vulgariser la culture de la viticulture ancienne, « Euronews » pointe l'existence d'une bibliographie, qui prouve que l'Arménie est bien le berceau de la viticulture.

Voir l'article d'Euronews, lien plus bas :

[Forget France: Armenia is the hub of winemaking history | Euronews \(www-euronews-com.translate.goog\)](#)

14. Courrier international

9 juin 2022

TURQUIE : LA DIPLOMATIE DES MOSQUÉES

Par la construction de mosquées et la formation d'imams, le régime de Recep Tayyip Erdogan étend son influence en Afrique, en Asie centrale, dans les Balkans et en Europe de l'Ouest.

page 20

page 22

Encore très limitée il y a une dizaine d'années, la diplomatie religieuse de la Turquie se déploie désormais tous azimuts. Ainsi, l'intérêt relativement récent d'Ankara pour le continent africain s'est accompagné, en plus d'investissements économiques et d'efforts diplomatiques, d'une vague de construction de mosquées. Ces chantiers sont menés par la Diyanet, la présidence des Affaires religieuses, ministère turc chargé d'encadrer le culte.

L'année dernière, c'était à Accra, la capitale du Ghana, que le président de la Diyanet, Ali Erbas, un proche du président Recep Tayyip Erdogan, inaugurait la plus grande mosquée du pays, bâtie sur le modèle de la célèbre Mosquée bleue d'Istanbul, rapporte le magazine religieux Yeni Asya.

Du Mali à Djibouti, de l'Algérie à la Somalie et ailleurs sur le continent, des mosquées souvent inspirées de l'architecture ottomane se sont dressées ces dernières années.

Cet expansionnisme religieux n'est pas toujours du goût de la presse d'opposition : "La grande mosquée de Moscou a coûté 170 millions de dollars; le centre de la Diyanet bâti aux États-Unis, 100 millions. Erdogan, qui se voit comme le leader de l'islam dans le monde, a dépensé 500 millions de dollars pour bâtir des mosquées à l'étranger et, pendant ce temps, l'État refuse de prêter de l'argent à

la municipalité d'Istanbul pour qu'elle achète des bus", tempête un éditorialiste du très kémaliste et laïc quotidien Korkusuz.

Le continent africain est également le théâtre d'une lutte d'influence entre les autorités officielles et la confrérie du prédicateur turc Fethullah Gülen, ancien allié d'Erdogan devenu sa bête noire, que le gouvernement accuse d'avoir fomenté une tentative de coup d'État en juillet 2016. Ankara fait pression sur les autorités locales pour qu'elles ferment les écoles de cette confrérie qui avait massivement investi dans le secteur éducatif, en particulier en Afrique.

Les Gülenistes sont ciblés. Depuis 2016, 220 de ces écoles, fondées dans 19 pays, ont été fermées par les pouvoirs locaux et transférées à la Fondation Maarif, une institution gouvernementale turque qui oeuvre dans le secteur de l'éducation à l'international, rapporte le site Internet de la chaîne gouvernementale TRT, qui se félicite de la fermeture, en août 2021, de 11 écoles de la confrérie en Ethiopie.

En Asie centrale, zone d'influence traditionnelle de la Turquie, la lutte contre les gülenistes montre parfois ses limites. Au Kirghizistan notamment, le quotidien Yeni Safak relate comment l'ambassadeur turc dans le pays a quitté précipitamment un repas de rupture du jeûne de ramadan organisé par les autorités locales, au motif que s'y trouvait également un responsable de la confrérie : "On construit une mosquée à 35 millions de dollars et vous nous faites asseoir à table avec des terroristes ?" s'était emporté le diplomate, en référence à la mosquée de Bichkek bâtie en 2017 par la Turquie sur le modèle de celle de Kocatepe, à Ankara, et qui est le plus grand édifice religieux d'Asie centrale.

Dans les Balkans, Tika, l'Agence turque de coopération et de développement, oeuvre pour rénover les tombeaux, lieux de pèlerinages et mosquées datant de l'Empire ottoman. Parallèlement, la Diyanet y mène actuellement quatre chantiers de nouveaux lieux de culte, au Kosovo, en Macédoine, en Albanie et en Bosnie.

Dans ce dernier pays en particulier, ravagé par la guerre (1992-1995), la Turquie se retrouve en concurrence avec deux autres acteurs religieux étatiques, les wahhabites saoudiens et les chiites iraniens, souligne le mensuel progouvernemental Gerçek Hayat : "L'Empire ottoman a régné pendant cinq cents ans dans les Balkans. La période socialiste a éloigné la population des valeurs religieuses", déplore l'auteur, qui loue le rôle de la Turquie dans le renouveau religieux dans la région et dénonce celui de l'Arabie saoudite et de

l'Iran : " C'est nous qui construisons les mosquées dans les Balkans, mais à l'intérieur les chiites et les salafistes y maintiennent une influence importante et tentent de dresser les musulmans contre la Turquie."

La diplomatie religieuse d'Ankara s'étend aussi à l'Europe, où la Turquie se classe comme l'acteur étatique étranger le plus puissant dans le domaine de l'influence sur les affaires spirituelles islamiques.

Ankara, en accord avec les pays européens, y envoie chaque année des imams fonctionnaires formés et payés par la Diyanet dont la mission est d'officier dans les mosquées administrées par la Ditib, le pendant européen de la Diyanet, qui gère près de 1 500 lieux de cultes en Europe, en particulier en Allemagne (900). En France, ce sont environ 350 mosquées qui sont contrôlées soit directement par la Ditib, soit par le Milli Görüs, un mouvement islamiste très proche du pouvoir d'Ankara.

Imams espions. Une influence qui inquiète de plus en plus les États européens au fur et à mesure de la dégradation de leurs relations avec Ankara, et qui débouche parfois sur des scandales, comme celui des "imams espions" : en 2017, 19 fonctionnaires religieux turcs officiant en Allemagne avaient été soupçonnés par les services de renseignements allemands d'espionner les opposants installés dans le pays. Le procès avait finalement été abandonné après qu'une partie des accusés a quitté le pays et que les preuves contre les autres mis en cause ont été jugées insuffisantes, rappelle la version turque du média allemand Deutsche Welle.

En plus d'envoyer ses propres imams en Europe, la Turquie se propose également de fournir aux musulmans européens une formation théologique qui les qualifie pour remplir le rôle d'imam dans leurs pays d'origine. Ce "programme international de théologie", qui accueille dans les universités turques des étudiants européens, en grande majorité d'origine turque, a déjà permis à 490 étudiants germano-turcs d'obtenir leur diplôme, rapporte le quotidien Hürriyet.

La lutte contre l'islamophobie, en particulier en Europe, est également devenue un cheval de bataille du président turc, qui peut espérer exploiter ce domaine-là pour s'attirer la sympathie d'une partie des musulmans européens et au-delà. "L'islamophobie continue à se répandre comme la peste, en particulier en Occident, où elle progresse sans entrave dans la rue, les discours et les médias",

dénonçait ainsi récemment le chef de l'État, cité par le quotidien Milliyet.

Sur ce dossier, Erdogan s'appuie notamment sur une association européenne influente, l'UETD/ UID, fondée en Allemagne en 2004, rapporte la Deutsche Welle : "Le président de l'association est nommé directement par Erdogan, qui l'a notamment chargé de mettre en place une base de données sur les actes islamophobes en Europe." L'association est suivie de près par les services de renseignements allemands, notamment en raison de ses liens troubles avec le gang mafieux nationaliste turc Osmanen Germania, aujourd'hui dissous.

En France, ce rôle est surtout dévolu à une association installée à Strasbourg, le Cojep, très influente dans le Grand Est et qui est régulièrement associée à des travaux du Conseil de l'Europe ou du Parlement européen contre l'islamophobie.

15.Le Figaro

11 juin 2022

NORD DE LA SYRIE : L'OFFENSIVE MILITAIRE TURQUE SE PRÉCISE

Recep Tayyip Erdogan espère « nettoyer » la région des combattants kurdes.

PROCHE-ORIENT Le compte à rebours est lancé. Annoncée le mois dernier par le président Erdogan, l'opération militaire turque dans le nord de la Syrie semble imminente. « Les forces de l'Armée syrienne libre (supplétifs syriens de l'armée turque) sont sur le pied de guerre. La mobilisation est flagrante », raconte via WhatsApp un habitant d'Azaz, bourgade syrienne à la lisière de la Turquie. Ses affirmations confirment les gros titres de la presse nationale. « Les unités de l'armée turque positionnées à la frontière turco-syrienne sont prêtes et n'attendent plus que l'ordre d'intervenir pour passer à l'action », peut-on lire à la une du quotidien Hürriyet .

Cette nouvelle incursion visant, selon le reis turc, à « nettoyer la région de la présence des terroristes » (référence aux combattants kurdes) est pourtant controversée. Ces dernières semaines, les États-Unis ont multiplié les avertissements contre le risque de « déstabilisation régionale » en s'attaquant à ces mêmes forces longtemps soutenues par la Coalition internationale contre les djihadistes de l'État islamique. Mercredi encore, la secrétaire d'État adjointe pour le Moyen-Orient, Barbara Leaf réaffirmait lors d'une audience parlementaire la « profonde inquiétude » de son gouvernement.

Mais Erdogan est fin calculateur : la guerre en Ukraine, au coeur de toutes les préoccupations, lui offre une fenêtre de tir exceptionnelle pour avancer ses pions. La préparation de l'intervention coïncide avec le débat houleux sur l'entrée de la Suède et de la Finlande dans l'Otan, à laquelle Ankara s'oppose en leur reprochant, justement, d'héberger des « terroristes » du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), proches des forces kurdes syriennes. « Convaincu que l'Otan ignore les préoccupations sécuritaires de la Turquie, Erdogan semble partir du principe qu'il dispose maintenant d'un levier pour forcer certaines concessions » , confie le spécialiste de la Turquie, Nicholas Danforth, au journal *The Independent* . Quant à la Russie, autre obstacle traditionnel aux opérations turques en Syrie, elle n'a pas émis d'objection au dessein turc. Lors de sa visite, cette semaine, à Ankara, pour négocier le transport du blé en mer Noire, le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, a indiqué « prendre en compte les inquiétudes sécuritaires de la Turquie au nord de la Syrie » . Confirmation qu'avec la guerre en Ukraine, les priorités de Vladimir Poutine ont changé : ces dernières semaines, une partie du contingent russe en Syrie a déjà été redéployée sur le front du Donbass.

En lançant une nouvelle incursion transfrontalière, la quatrième en six ans, Ankara vise deux positions stratégiques : Tall Rifaat, au sud d'Azaz et Manbij, plus à l'est, à partir desquelles les milices kurdes YPG, proches du PKK, sont accusées d'attaquer l'armée turque. À terme, Erdogan ambitionne de les déloger une fois pour toutes de sa frontière en élargissant la « zone de sécurité » , profonde de 30 km, qu'il espère un jour voir courir sur quelque 450 kilomètres d'Afrine, conquise en 2018, à Qamishli, à l'est.

Mais son calcul répond également à des considérations politiques. En intervenant chez son voisin, il entend faire d'une pierre deux coups : se débarrasser d'une partie des 3,7 millions de réfugiés syriens et « arabiser » cette région mixte du

Nord syrien. Une « ingénierie démographique » qui lui permettrait, en interne, de calmer la vague xénophobe, renforcée par la crise économique, et de redorer son blason à l'approche du scrutin de 2023.

Sentiment nationaliste

Le pari, bien que risqué, a déjà fait ses preuves lors des précédentes interventions militaires. En 2019, l'opération Source de paix lancée quelques mois après la défaite du parti d'Erdogan (AKP) aux élections municipales d'Istanbul et d'Ankara avait permis de rétablir l'aura du président en ravivant le sentiment nationaliste de la population. Un an plus tôt, en 2018, le « succès » de l'opération Rameau d'olivier contre Afrine, à majorité kurde, avait encouragé Erdogan à convoquer des élections anticipées, au mois de juin, pour que les urnes ne lui soient pas trop défavorables. En 2016, déjà, l'intervention dite « Bouclier de l'Euphrate » contre l'État islamique, puis les combattants kurdes, avait été une véritable démonstration de force du président turc, quelques mois après la tentative de putsch contre sa personne. « Les régions du nord de la Syrie contrôlées par les Kurdes sont devenues le défouloir d'Erdogan : des régions qu'il peut frapper lorsque cela convient à son programme national, si les circonstances internationales s'y prêtent », estime Christopher Phillips, maître de conférences à la Queen Mary University of London et auteur de *The Battle for Syria : International Rivalry in the New Middle East* (Yale University Press).

16.France 2

[Emission du dimanche 19 juin 2022 - 9h30 - France 2 \(chretiensorientaux.eu\)](http://chretiensorientaux.eu)

Emission du dimanche 19 juin 2022 - 9h30 - France 2

« **Actualités Orientales** » :

Un nouveau primat pour le diocèse

Arménien Apostolique de France

Quelle situation pour les chrétiens en Syrie et en Ethiopie? et un livre à découvrir !

Chrétiens Orientaux revient sur l'actualité récente des Eglises Orientales.

- Mgr Krikor a été installé liturgiquement le 25 mai dernier comme primat du diocèse de l'Eglise Arménienne Apostolique en France. Outre les moments forts de la célébration, nous verrons quel est le rôle d'un primat ? comment la vie de l'Eglise s'organise entre lui, les prêtres et les laïcs ?

- Si les médias d'information sont surtout axés actuellement sur l'Ukraine, d'autres pays souffrent toujours de la guerre dans le monde, comme l'Ethiopie et la Syrie. Quelle est la situation des chrétiens d'Orient dans ces pays ? comment les aider ?

- le prix littéraire de l'Oeuvre d'Orient a été décerné à Michel Pétroussian pour son très émouvant livre " chant de l'Artsakh". rencontre avec l'auteur, compositeur de musique contemporaine.

Avec la participation de Mgr Krikor Khachatryan (primat du diocèse de France de l'Eglise Arménienne Apostolique) et Raffi Monjiant (membre de l'Assemblée diocésaine)

Mgr Pascal Gollnisch (directeur de l'œuvre d'Orient),

et Michel Petrossian, auteur de "Chant de l'Artsakh", Editions de l'Aire

Emission - du 19 juin 2022, 9h30, France 2 - présentée par Thomas Wallut et réalisée par Jean-Bernard Ganne.

17.Chorale AKN

Festival Musical de l'Abbaye de la Lucerne d'Outremer (Normandie)

Deux événements de chant arménien cet été.

Atelier de chant modal arménien

Animé par Aram et Virginia Kerovpyan du 29 juillet au 1er août 2022 à La Haye-Pesnel (Manche) - Espace du Bocage

Nombre maximum de stagiaires : 30.

Horaires des journées de stage : 9h30-12h30 et 14h-17h

Les stagiaires seront accueillis à partir de 9h15 le vendredi 29 juillet.

Frais pédagogiques : 100 euros

Nombreuses possibilités d'hébergement dans les environs de la Haye- Pesnel. Le festival tient à votre disposition une liste des hôtels, gîtes, chambres d'hôtes et campings. Les repas du midi seront proposés à ceux qui le souhaitent (coût en sus des frais pédagogiques).

Il reste encore quelques places !

Pour vous inscrire, envoyez un mail à : festival.lucerne@free.fr

Concert de chants arméniens

Mercredi 3 août 2022, à 21h

à l'Abbaye de la Lucerne (50320 La Lucerne d'Outremer)

Avec Aram, Shushan, Vahan et Virginia Kerovpyan

Au programme : chants de l'Office de l'Aube; chants de Sayat Nova (troubadour arménien du 18e siècle) ; chants de traditions populaires.